COOPÉRATION SANTÉ
Promouvoir le dialogue entre acteurs de la santé

Santé des Jeunes
(sexuelle et mentale)

Colloque organisé
par Coopération Santé

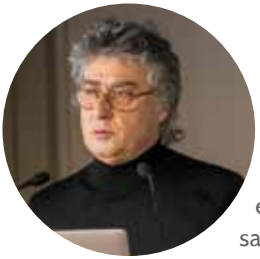
Mercredi 17 janvier 2024

Avec le soutien institutionnel de :

Abbott · AAZ Le partenaire hospitalier du pharmacien · BD · MSD · ViiV Healthcare

OSER
proposer des vaccins pour tous les âges de la vie
Parce que la santé a besoin d'audace.
Avec 11 vaccins visant à combattre 16 maladies infectieuses, MSD met aujourd'hui à la disposition des professionnels de santé une large gamme de vaccins pour les populations de tous les âges. Depuis plus d'un siècle, MSD, acteur majeur de la prévention, se donne pour mission de découvrir, développer et proposer des vaccins innovants pour protéger les patients et faire reculer certaines maladies.
Pour en savoir plus rendez-vous sur www.msdconnect.fr
MSD
INVENTING FOR LIFE
FR-NON-00833 - Avril 2022

AIDER LES JEUNES À CONSTRUIRE LEUR SANTÉ



Vincent Olivier,
président de Coopération Santé.

Les jeunes Français sont-ils en bonne santé ? En 2022, dans une enquête de l'Insee, plus de neuf sur dix se déclaraient à 17 ans satisfaits vis-à-vis de leur santé. Autres bonnes nouvelles : la consommation quotidienne de tabac à cet âge a chuté de 25 à 15 % entre 2017 et 2022 ; celle, régulière, du cannabis a été divisée par deux (de 7 % à 4 %), et l'alcool est moins présent dans leur quotidien. Ces statistiques de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, égrenées par Vincent Olivier, président de Coopération Santé, sont plutôt rassurantes. « Mais il n'est pas question de dresser pour autant un bilan positif. Il y a aussi d'importants motifs d'inquiétude. »

Sur l'activité physique d'abord : seuls un garçon sur trois et une fille sur cinq respectent les recommandations de l'OMS d'avoir au moins une activité physique d'une heure par jour. Du côté de la santé sexuelle, si l'âge du premier rapport est stable à 17 ans environ, la question de l'éducation en amont est posée : plus d'un jeune sur dix n'a alors pas de moyen de contraception. Enfin, la santé mentale des jeunes continue de se dégrader. Les recours aux soins d'urgence pour troubles de l'humeur, idées et gestes suicidaires ont fortement augmenté en 2021 puis 2022, et restent à un niveau élevé, selon une enquête de Santé publique France.

Ces trois thématiques, Coopération Santé – en tant que cercle de réflexion – a décidé de les mettre en lumière lors de son colloque du 17 janvier à l'Institut Pasteur, en s'intéressant plus particulièrement aux jeunes de 11 à 17 ans. Une fenêtre clé entre la fin de l'enfance et le début de la majorité, où se construit la santé physique, morale et sexuelle des jeunes. Mais où se construisent aussi les compétences psychosociales qui vont les accompagner tout au long de leur vie et leur permettre de se réaliser au quotidien. « L'objectif de Coopération est de promouvoir un espace de dialogue et de rencontres entre tous les acteurs (patients, soignants, industriels, institutionnels, etc.). Dans ce cadre, la santé des jeunes est évidemment au cœur de nos préoccupations », assure Vincent Olivier.

> « La santé des jeunes est au cœur des préoccupations de Coopération Santé »

SANTÉ DES JEUNES (SEXUELLE ET MENTALE)

Colloque organisé le 17 janvier 2024 à l'Institut Pasteur (Paris) par Coopération Santé

OUVERTURE DU COLLOQUE
AIDER LES JEUNES À CONSTRUIRE LEUR SANTÉ
Vincent Olivier, président de Coopération Santé

TABLE RONDE 1 ETRE EN BONNE SANTÉ

p. 6 **UNE SANTÉ AU SENS ÉTENDU**
Guillaume Racle, pharmacien et conseiller économie et offres de santé USPO

p. 7 **ÊTRE EN BONNE SANTÉ, C'EST QUOI ?**
Maxime Gignon, professeur de santé publique

p. 8 **DES JEUX OLYMPIQUES POUR PROMOUVOIR LE SPORT SANTÉ**
Michel Cymes, porte-parole du volet santé de Paris 2024

p. 9 **AVOIR UN DIABÈTE... ET ÊTRE EN BONNE SANTÉ**
Carine Choleau, directrice de l'association l'Aide aux Jeunes Diabétiques

KEYNOTE

p. 10 **AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE DES IST**
Dr Katazina Belliot, médecin biologiste au LDA13 ;
Dr Pervenche Martinet, médecin responsable des CeGIDD du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône

TABLE RONDE 2 SANTÉ SEXUELLE

p. 12 **COMMENT TRANSFORMER LA CONNAISSANCE EN COMPORTEMENT ?**
Luc Besançon, délégué général de NèreS

p. 13 **LA PHARMACIE, PREMIER RECOURS DE LA SANTÉ SEXUELLE**
Bénédicte Bertholom, directrice générale de l'USPO

p. 14 **À L'ÉCOLE, UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA SANTÉ SEXUELLE,**
Aline Delinchant, infirmière scolaire, conseillère technique départementale et formatrice en éducation à la sexualité

p. 15 **LES CRIPS RÉINVENTENT LA FORMATION À LA SANTÉ SEXUELLE**
Jean-Baptiste Lusignan, responsable Prévention Santé du CRIPS Ile de France

p. 16 **QUESTIONS DU PUBLIC**

TABLE RONDE 3 SANTÉ MENTALE

p. 18 **COMMENT PASSER À L'ACTION ?**
Johanna Couvreur, responsable de projets santé à l'Institut Montaigne

p. 20 **LES MDA, UNE BULLE POUR LES JEUNES**
Valérie Gimonet, directrice de la MDA Robert Debré et déléguée régionale pour les Maisons des adolescents d'Île-de-France

p. 21 **UNE FEUILLE DE ROUTE DE LA SANTÉ MENTALE ATTENTIVE AUX JEUNES**
Pr Frank Bellivier, psychiatre, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie

p. 22 **DES SECOURISTES EN SANTÉ MENTALE**
Mickaël Bardonnet, formateur à l'INFIPP, programme « Premiers Secours en Santé Mentale »

p. 24 **LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES, UN DÉFI MONDIAL**
Dr Thomas Cantaloup, psychiatre, directeur médical chez stane

CONCLUSION

p. 25 **LES JEUNES SOIGNANTS AUSSI ATTENDENT DES RÉPONSES**
Lysa Da Silva, Présidente de l'Association Nationale des Etudiants en Pharmacie de France

TABLE RONDE 1 ETRE EN BONNE SANTÉ

UNE SANTÉ AU SENS ÉTENDU

La définition de l'OMS sur la bonne santé a nettement évolué depuis 1946. Plus question d'isoler l'individu de son contexte de vie, la société et l'environnement sont désormais partie intégrante de cette « bonne santé ». Et quand il s'agit d'aborder plus spécifiquement celle des jeunes, les experts veulent aller plus loin encore, en insistant sur les compétences psychosociales à acquérir pour donner à chacun la capacité de se réaliser et de faire face efficacement aux exigences et aux défis de la vie quotidienne.

Guillaume RACLE, *pharmacien et conseiller économie et offres de santé à l'USPO*

« L'ambition de cette première table ronde est de faire un panorama de l'ensemble des éléments qui définissent la "bonne santé" chez un public jeune »

« L'ambition de cette première table ronde du colloque de Coopération Santé est justement de faire panorama de l'ensemble des éléments qui définissent la "bonne santé" chez un public jeune », précise Guillaume Racle, pharmacien et conseiller économie et offres de santé de l'USPO. Une question d'autant plus cruciale que si les jeunes se perçoivent globalement en bonne santé, les comportements qui s'installent à cette période (sédentarité, addiction, sexualité à risque...) ainsi que leur environnement physique et social conditionnent leur avenir.

Maxime Gignon, professeur de santé publique, est ainsi revenu plus en détail sur la définition de la « bonne santé », en présentant aussi certains projets qui visent à développer et évaluer les compétences psychosociales des jeunes. Michel Cymes, porte-parole du volet santé de Paris 2024, s'est alarmé de la situation catastrophique de la France en matière d'activité physique et de sport, tout en dévoilant les initiatives du collectif « Pour une France en forme » afin d'inverser la tendance. Enfin, Carine Choleau, directrice de l'association l'Aide aux Jeunes Diabétiques, a mis dans ce contexte la possibilité pour des patients chroniques de se sentir eux aussi en bonne santé, à condition toutefois de favoriser un environnement propice à leur épanouissement.

TABLE RONDE 1

ÊTRE EN BONNE SANTÉ, C'EST QUOI ?

Dans un système encore largement axé sur le curatif, la bonne santé est souvent définie par l'absence de maladies physiques. Un manque par rapport à la vision holistique de l'OMS, qui lui ajoute les dimensions psychique et sociale. Professeur de santé publique, Maxime Gignon insiste d'ailleurs sur le côté social et son impact sur le bien-être des personnes.

Maxime GIGNON, *professeur de santé publique*

Mais lorsqu'il s'agit d'aborder plus précisément la santé des jeunes, le spécialiste préfère citer la charte d'Ottawa qui met aussi l'accent sur les compétences psychosociales. « Elles font référence aux compétences individuelles, à la capacité de s'exprimer, de gérer ses émotions, de mettre des mots sur un conflit… C'est aussi la faculté d'être créatif, de prendre des décisions, de gérer son quotidien. En bref, un individu, malgré des contraintes de vie, comme une pathologie, doit être en mesure de trouver les ressources dans son environnement pour s'épanouir et se réaliser. »

DÉVELOPPER DE NOUVELLES COMPÉTENCES

En France, de nombreux projets ont ainsi été mis en place afin de développer et d'évaluer scientifiquement ces compétences. Dans les premières années de collège, le programme Unplugged est un outil de prévention des conduites addictives en milieu scolaire qui travaille sur les influences sociales et sur le développement des compétences psychosociales. Favoriser la confiance en soi, décrypter les attitudes, apporter un regard critique sur différentes influences et croyances et développer les habiletés de communication et l'empathie des jeunes permet aussi d'agir sur le climat scolaire et les conditions d'enseignement. Autre initiative saluée, le service sanitaire, qui permet de faire participer les étudiants à des interventions de promotion de comportements favorables à la santé.

« Au-delà du cadre scolaire, c'est aussi à nous, en tant qu'adultes, parents ou professionnels de santé, de porter ce sujet au quotidien », poursuit le Pr Gignon, en mettant en avant le rôle préventif de ces compétences en termes de santé physique et mentale. « Finalement, il s'agit d'agir sur de nombreux déterminants qui vont impacter durablement la santé. Donc pour une population jeune, c'est clairement un sujet majeur. » Au-delà d'interventions ponctuelles, l'expert souligne donc la nécessité de construire des environnements plus favorables. « Il faut être cohérent. L'activité physique, par exemple, est difficile à encourager si, en même temps, les pratiques pédagogiques enferment les étudiants toute la journée assis… »

> « Développer les compétences psychosociales contribue à la santé, physique mentale et social»

TABLE RONDE 1

DES JEUX OLYMPIQUES POUR PROMOUVOIR LE SPORT SANTÉ

Pour Michel Cymes, porte-parole du volet santé des Jeux olympiques de Paris 2024, le constat est sans appel : « La France est dans une situation catastrophique en matière d'activité physique et de sport. Les enfants ne bougent pas, les adultes non plus et le sport est considéré comme une activité secondaire. » Sur le papier, tout n'est pourtant pas si sombre. À l'école primaire, chaque élève doit ainsi bénéficier d'au moins 30 minutes d'activité physique quotidienne. Au collège, quatre heures sont prévues par semaine en sixième, puis seulement deux au lycée. Mais, sur le terrain, les professeurs d'EPS constatent surtout des retards de motricité grandissants et une sédentarité qui ne fait que progresser.

Michel CYMES, *porte-parole du volet santé de Paris 2024*

« Pourtant, tout se joue entre 6 et 11 ans », insiste Michel Cymes, en tirant l'alarme : « une jeunesse sédentaire, c'est une vieillesse grabataire. » Un message direct, qu'il porte à l'attention des décideurs, en revendiquant toutefois un discours plus positif auprès des jeunes. « Il n'est pas question de leur parler de l'impact potentiel des comportements à risque – qui définissent l'enfant et l'adolescent –, mais au contraire de leur montrer ce qu'ils ont à gagner aujourd'hui en bougeant plus, et pas à 40 ans. Contre l'anxiété par exemple, le sport est le meilleur des remèdes. Il favorise également la vascularisation du cerveau et la création de nouvelles connexions entre les neurones. »

PARIS 2024, VITRINE DU SPORT SANTÉ

Ambassadeur santé de Paris 2024, Michel Cymes représente aussi le collectif « Pour une France en forme », qui rassemble les grands spécialistes du sport santé en France. Sa mission : s'appuyer sur la caisse de résonance des Jeux olympiques pour renverser la sédentarité en France. « Nous voulons promouvoir le design actif des villes, en mettant à la disposition des habitants des équipements de sports accessibles gratuitement, en les encourageant à prendre l'escalier plutôt que l'escalator… Nous avons aussi demandé des panneaux qui indiqueraient le nombre de pas vers une direction pour encourager la marche à pied. »

> « Pour une France en forme »

Ces initiatives, qui visent à inciter à l'activité physique ou sportive, de manière libre et spontanée, ont notamment fait l'objet d'un Guide opérationnel à destination des collectivités territoriales. « Mais leur intégration n'est pas si évidente et beaucoup de défis demeurent. Comme à l'école, où il a fallu se battre avec l'Éducation nationale pour obtenir 30 minutes de sport quotidiennes pour les enfants. » Une prise de conscience collective est attendue et les Jeux olympiques pourraient l'accélérer.

TABLE RONDE 1

AVOIR UN DIABÈTE… ET ÊTRE EN BONNE SANTÉ ?

Un jeune atteint d'une pathologie chronique, comme le diabète, peut-il être en bonne santé ? Une question délicate, mais qui prend une nouvelle signification lorsque la santé ne s'arrête pas à la maladie. « En traduisant les notions de bien-être physique, mental et social par des critères concrets, comme le sommeil, l'appétit, l'énergie, la vie affective… Alors il est en effet possible de considérer qu'une personne, même malade, est en bonne santé.

Mais avant de poser la question, il faut s'assurer que ces critères répondent bien à la vision que le patient va lui-même avoir de sa santé », explique Carine Choleau, directrice de l'association l'Aide aux Jeunes Diabétiques. Une récente étude s'est ainsi tournée directement vers les jeunes atteints d'un diabète de type 1. A la question « Te sens-tu malade ? », 9 % répondent « oui, toujours » ; 60 % « oui, parfois » et 31 % « rarement ou jamais ». Si cette évaluation de leur santé est moindre par rapport à celle de la population en général, « elle montre aussi que malgré des soins qui ont un impact sur leur quotidien, ils peuvent, à certains moments de leur vie, avoir ce sentiment de ne pas être malades. »

AGIR SUR LES DÉTERMINANTS

Alors, comment faire pour que ces jeunes malades chroniques se perçoivent en bonne santé ? L'enquête souligne notamment le rôle clé des déterminants sociaux et des compétences psychosociales dans cet équilibre. Le rôle de la famille est bien compris désormais, avec des parents qui doivent trouver une juste place (le ni trop près, ni trop loin).

Carine CHOLEAU, ***directrice de l'association l'Aide aux Jeunes Diabétiques***

« L'éducation thérapeutique a également toute sa place pour apporter aux jeunes des compétences de soins et une meilleure connaissance de leur maladie. Enfin, il est nécessaire d'agir sur la reconnaissance de leur état de malade. La maladie chronique peut être liée à des comportements qui sont parfois trop mis en avant, comme une mauvaise alimentation. Un sentiment de culpabilité peut s'installer et impacter la perception du patient de sa santé et les croyances en la capacité de se soigner », souligne Carine Choleau. D'où l'importance de sensibiliser largement à ce risque pour permettre à l'ensemble de la société de changer de regard sur la maladie.

« Les jeunes malades chroniques, peuvent, parfois, se sentir en bonne santé »

AMÉLIORER LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE DES IST

Incontournable, le dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) s'appuie notamment à l'échelle locale sur le laboratoire départemental d'analyses des Bouches du Rhône (LDA13).

Dr Katazina BELLIOT, *médecin biologiste au LDA13*

Basé à Marseille, le LDA13 regroupe 80 personnes, dont 10 spécialisées dans les analyses médicales. Il réalise des dépistages du VIH, des hépatites C et B, de certains cancers comme celui du col de l'utérus, d'IST comme la syphilis, la gonorrhée, la chlamydiose et d'autres infections sexuellement transmissibles.

« Nous analysons environ 125.000 échantillons par an grâce à nos 17 points de collecte répartis dans les Bouches du Rhône, afin de toucher toute la population », explique la Dr Katazina Belliot, médecin biologiste au LDA13. Ces centres jouent un rôle clé, notamment auprès des jeunes. « En 2023, nous avons ainsi réalisé environ 17.000 tests du VIH et nous avons identifié huit personnes positives de moins de 25 ans : six femmes et deux hommes. »

ACCOMPAGNER APRÈS LE DÉPISTAGE

Médecin responsable des CeGIDD (Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic) du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la Dr Pervenche Martinet insiste aussi sur l'importance de faciliter les dépistages alors que les outils de

Dr Pervenche MARTINET, *médecin responsable des CeGIDD du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône*

prévention, pourtant connus comme les préservatifs, ne sont pas toujours utilisés. « Les CeGIDD sont accessibles gratuitement, avec ou sans rendez-vous depuis environ trois ans et les tests peuvent être réalisés de façon anonyme, avec un simple numéro d'anonymat. Ils interviennent également en dehors de leurs murs avec la réalisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD), de distribution d'autotests du VIH, de test de grossesse ou la distribution de préservatifs lors de festivals par exemple. » Les confinements de la pandémie ont aussi permis d'innover, en envoyant sur demande des kits d'auto-prélèvement vaginal.

Au-delà du dépistage et de l'information sur les IST, dont les HPV, avec une campagne de vaccination qui peine à convaincre ; et les Chlamydiae, qui touchent encore beaucoup de jeunes femmes, avec un risque d'infertilité tubaire, la Dr Martinet insiste sur l'importance d'un parcours de soins efficace pour les patients, afin d'accompagner la réception d'un test positif. Elle plaide également pour une refonte du dépistage à l'échelle locale. « Les CeGIDD devraient travailler avec les Centres de santé sexuelle. Il y a sinon un risque de confusion pour les jeunes qui ne savent pas où aller. »

C'EST BIEN PLUS QU'UN TEST.

C'EST UN OUTIL DE DÉCISION CLINIQUE POUR UNE BONNE PRISE EN CHARGE INDIVIDUELLE DES PATIENTES.

Le dépistage primaire de cancer du col de l'utérus est un des enjeux majeurs de Santé Publique. Pour les femmes de 30 ans à 65 ans, le test de référence est le test de détection des virus HPV à haut risque (HPV-HR), réalisé à partir d'un prélèvement cervico-utérin (frottis).

Alinity m High Risk (HR) HPV est un test qualitatif in vitro destiné à être utilisé sur le système automatisé Alinity m pour la détection de l'ADN des 14 génotypes du papillomavirus humain (HPV) à haut risque (génotypes 16, 18, 31, 33, 35, 39, 45, 51, 52, 56, 58, 59, 66 et 68) dans les échantillons cliniques.

Lire attentivement les instructions figurant dans le (les) manuel(s) d'utilisation du (des) système(s) et sur les étiquetages et/ou dans la (les) notice(s) d'utilisation du (des) réactifs.

Mandataire : Abbott Allemagne

Distributeur : Abbott France - 40/48 rue d'Arcueil, 94593 Rungis Cedex

AMD.18423 FRA - Février 2024

© 2024 Abbott. Tous droits réservés. Toutes les marques référencées sont des marques commerciales du groupe de sociétés Abbott ou de leurs propriétaires respectifs. Toutes les photos affichées sont uniquement à des fins d'illustration. Toute personne représentée sur ces photos peut être un modèle.

Abbott

TABLE RONDE 2 SANTÉ SEXUELLE

COMMENT TRANSFORMER LA CONNAISSANCE EN COMPORTEMENT ?

Parler de santé sexuelle aujourd'hui ne se limite pas à aborder de potentiels dysfonctionnements, infirmités ou maladies. « La santé sexuelle est en effet un état de santé, de bien-être physique, émotionnel, mental et social. Elle exige donc une approche positive et respectueuse de la sexualité, et la possibilité d'avoir des relations sexuelles agréables et sécuritaires, sans coercition ni discrimination ou violence », insiste Luc Besançon, délégué général de NèreS. Dans son dernier bulletin de santé des Français, l'association, qui représente les fabricants de produits de santé et de prévention de 1er recours, rapporte une interrogation, avec 20 % des jeunes qui déclarent avoir eu un rapport sexuel non protégé avec un nouveau partenaire au cours des 12 derniers mois. « Bien sûr, la santé sexuelle ne se résume pas à cela. Mais cet indicateur souligne l'enjeu de la transformation, chez les jeunes, des connaissances en comportement. »

Luc BESANÇON, *délégué général de NèreS*

UN DIALOGUE DIFFICILE

Toutefois, parler d'un domaine qui touche à l'intime comme la santé sexuelle n'est pas évident pour les jeunes. Les écoles ne sont ainsi pas toujours perçues comme un lieu d'échange et de prévention sur ces sujets, même si les infirmières scolaires jouent un rôle grandissant, qu'elles aimeraient encore approfondir et diffuser plus largement. Du côté des soignants, l'accès au médecin de famille sans les parents peut aussi être un frein pour les plus jeunes, en particulier lorsqu'il s'agit de contraception. Ils peuvent aussi se tourner vers les pharmacies, qui ont à leur disposition de plus en plus d'outils pour les accompagner, comme les préservatifs, masculins et féminins, 100 % gratuits. Enfin, diverses structures de proximité existent, comme les Crips, qui développent et mettent en œuvre des programmes d'éducation pour la santé, en particulier auprès des publics prioritaires, mais aussi des professionnels de terrain, des parents, des élus et des collectivités locales

« La santé sexuelle exige une approche positive et respectueuse »

TABLE RONDE 2

LA PHARMACIE, PREMIER RECOURS DE LA SANTÉ SEXUELLE

D'abord guidée par un besoin d'information, de prévention et d'accompagnement, la santé des jeunes pose aux soignants un défi parfois différent, avec une obligation d'accessibilité. Pour Bénédicte Bertholom, directrice générale de l'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (USPO), le pharmacien de ville trouve justement dans ce contexte un rôle à valoriser. « Il est le seul professionnel de santé disponible sur l'ensemble du territoire, sans rendez-vous, six jours sur sept et sur une grande amplitude horaire. Cette place le met en première ligne pour informer, repérer des situations à risque et orienter les personnes vers les bonnes structures, comme le planning familial. »

La pharmacie est aussi au cœur de la prévention à travers ses affiches, ses conseils et ses actes médicaux, comme la vaccination aux personnes âgées d'au moins 11 ans. « Pour le pharmacien, participer à une campagne, ce n'est pas seulement donner une brochure, c'est aussi "aller vers" cette population de jeunes, en lui permettant de s'approprier des messages de santé parfois abstraits. C'est aussi lui laisser la possibilité de poser des questions de façon différente. »

> « Le pharmacien est le seul professionnel de santé disponible sur l'ensemble du territoire sans rendez-vous et six jours sur sept »

Bénédicte BERTHOLOM, *directrice générale de l'USPO*

DE NOUVELLES MISSIONS

Avec un rôle grandissant dans les parcours de soins, le pharmacien prend en outre une place centrale dans la santé sexuelle des jeunes. L'accès gratuit en pharmacie à la contraception d'urgence et aux préservatifs pour les moins de 25 ans est en effet complété cette année par la prise en charge des protections périodiques réutilisables (culottes et coupes menstruelles) et des préservatifs féminins. Le pharmacien garde en outre un rôle important dans la distribution d'autotests du VIH sans ordonnance. Et dans la dispensation, le conseil et le suivi de l'IVG médicamenteuse en ville, qui peut être réalisée après une téléconsultation auprès d'un médecin. Une mesure mise en place pendant la pandémie et depuis prolongée.

« Il est important de mentionner ce rôle d'accès à la santé et à l'information qui se construit », souligne Bénédicte Bertholom. « On pourrait aussi parler des nouveaux rendez-vous de prévention aux âges clés de la vie, dont 18 ans. Ces entretiens seront notamment l'occasion d'aborder la contraception, la prévention en matière de santé sexuelle et de repérer de potentiels cas de violence. »

TABLE RONDE 2

À L'ÉCOLE, UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA SANTÉ SEXUELLE

Interrogée sur la santé sexuelle, Aline Delinchant, infirmière scolaire, formatrice en éducation à la sexualité et conseillère technique départementale au sein de l'Académie de Créteil, reconnaît un accès aux connaissances des jeunes « insuffisant ». « Mais l'Éducation nationale s'est bien saisie de ces thématiques. » Surtout, il ne s'agit pas de parler seulement de santé sexuelle, mais d'éducation à la sexualité. « Nous devons apporter aux élèves une information objective et scientifique. Une approche positive et globale est aussi nécessaire pour englober les questions biologiques bien sûr, mais aussi en lien avec le domaine affectif, émotionnel, social, psychologique et juridique. » Cette éducation commence d'ailleurs dès l'école primaire, où il est question de respect de soi, de son corps et du respect d'autrui, sans dimension sexuelle stricto sensu.

Aline DELINCHANT, *infirmière scolaire, conseillère technique départementale et formatrice en éducation à la sexualité*

> « L'Éducation nationale s'est bien saisie des thématiques de santé sexuelle »

Si quelques enseignants, notamment ceux de SVT, sont mobilisés, l'Éducation nationale a également à cœur de sensibiliser et de former l'ensemble de ses personnels. Dans l'académie de Créteil, une mission « Éducation A la Sexualité » a ainsi été mise en place, sous le pilotage d'une infirmière conseillère technique rectorale et d'une inspectrice académique. Elle regroupe plusieurs professionnels et est interdisciplinaire. « L'Éducation nationale peine à mettre en place les 3 séances annuelles. Elle manque d'infirmières, de médecins, de psychologues… Mais, de nombreux projets s'y développent malgré tout », assure Aline Delinchant.

DES ENTRETIENS CLÉS

Le dépistage infirmier obligatoire de la douzième année permet d'évoquer avec l'élève ses conditions de vie, sa santé ou d'éventuels signes de souffrance psychique. C'est un moment de repérage crucial. « Les infirmières doivent être en mesure de poser les bonnes questions. Au lycée, il nous arrive parfois au détour d'un entretien de repérerune situation de prostitution qui n'est pas identifiée par le jeune. La prostitution touche de plus en plus de jeunes, mais ils ne la reconnaissent pas forcément comme telle. En Seine-et-Marne, huit situations de risque prostitutionnel ont ainsi été identifiées pendant ces entretiens », précise Aline Delinchant.

En cherchant ainsi à sensibiliser et mobiliser sur ces questions, l'infirmière scolaire espère également avoir un impact au-delà de l'école. « Tous les adultes devraient adopter une posture rassurante et positive sur ces questions, qui ne touchent pas seulement à la sexualité, mais aussi à l'égalité fille-garçon, au consentement et à la reconnaissance de l'autre. »

TABLE RONDE 2

LES CRIPS RÉINVENTENT LA FORMATION À LA SANTÉ SEXUELLE

Responsable prévention santé au sein du Centre régional d'information, de prévention du sida et pour la santé des jeunes (Crips) d'Île-de-France, Jean-Baptiste Lusignan note des connaissances globalement bonnes des jeunes en matière de santé sexuelle. « Mais il y a un gap entre ces connaissances et ce qu'ils en font réellement. D'autant qu'il y a une façon très descendante de transmettre les connaissances en France, où l'on se soucie finalement peu de la prise en main des choses », explique-t-il.

Surtout, « de nouveaux sujets ont émergé. Il ne s'agit plus de parler seulement du VIH, des IST ou de santé reproductive. Il faut aussi aborder les questions de consentement, de sexisme, d'égalité filles-garçons, de relations dans le couple ou de violences sexistes et sexuelles. » Autant de sujets qui imprègnent aujourd'hui la société et auxquels les jeunes sont confrontés de plus en plus tôt. « Des enfants de 12 ans peuvent avoir des questions face auxquelles les parents et les enseignements vont se retrouver un peu démunis. » D'où l'intérêt des Crips, qui développent et mettent en œuvre des programmes d'éducation pour la santé, en particulier auprès des publics prioritaires, mais aussi auprès des professionnels de terrain, des parents, des élus et des collectivités locales.

RENFORCER LA MÉDECINE SCOLAIRE

Face à un profond manque de soignants dans les établissements scolaires, avec 900 médecins et 7.500 infirmières pour 12 millions d'élèves, Jean-Baptiste Lusignan insiste sur la nécessité d'embarquer davantage de personnes dans la prévention. « Il y a des enseignants, notamment ceux d'EPS, d'histoire-géo ou qui s'occupent de l'éducation civique et morale qui pourraient aussi occuper une place de prof de santé. Il faut aussi pousser le ministère à recruter davantage. Il y aurait moins de monde dans les hôpitaux avec plus de prévention. La priorité est là. »

Jean-Baptiste LUSIGNAN, *responsable prévention santé du Crips Île-de-France*

Plus globalement, le responsable Prévention Santé du Crips d'Île-de-France appelle à faire des liens sur les différents sujets de santé. « La vaccination HPV dans les classes de 5e est un très bon exemple. C'est l'occasion par exemple de mettre des affiches pour informer les jeunes et leurs parents ; de parler des HPV en classe ; mais aussi de promouvoir d'autres mesures pour renforcer le consentement. Souvenons de l'échec de la vaccination de l'hépatite B il y a quelques années... Depuis, 20 ans se sont passés sans nouvelle campagne dans les écoles. »

> « Il y a un gap entre les connaissances des jeunes et ce qu'ils en font réellement »

QUESTIONS DU PUBLIC

TABLE RONDE
ÊTRE EN BONNE SANTÉ

« Quels sont les freins aux 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école primaire ? »

Michel Cymes. Beaucoup d'instituteurs sont persuadés qu'un enfant, après une séance d'activité physique, sera plus dissipé à son retour en classe. Toutes les études montrent pourtant le contraire ! Mais dès qu'ils constatent qu'en effet, les enfants reviennent plus calmes et plus concentrés, c'est déjà un frein de levé. Ensuite, le manque de temps, de formation et d'espace est souvent pointé. Pour y répondre, des kits sportifs leur sont proposés avec des balles, des chasubles, des cordes à sauter… Ainsi que des fiches pratiques pour les accompagner. Mais le problème est plus large. L'éducation physique et sportive est secondaire en France et il y a toujours une réticence à la valoriser à l'école.

« Comment lutter contre la mobilité électrique des jeunes qui marchent de moins en moins ? »

Maxime Gignon. C'est une vraie question, dont la réponse dépend de la capacité de chacun à faire des choix qui auront un impact positif sur sa santé. J'en reviens alors aux compétences psychosociales, mais aussi à la nécessité de trouver les bons arguments pour les jeunes. Comme pour le tabac, les questions de santé à long terme ne les interpellent pas toujours, en revanche, ils peuvent être plus attentifs à l'argument environnemental.

Carine Choleau. Les enfants doivent apprendre à faire des choix dès leur plus jeune âge. Ce n'est pas aux adultes de décider systématiquement pour eux. C'est très en lien avec les pédagogies que nous développons afin de les éduquer à prendre des décisions.

TABLE RONDE -

« Les formations «Premiers Secours en Santé Mentale» peuvent-elles aussi bénéficier aux médecins ? »

Mickaël Bardonnet. Le programme, à la base, n'a pas été pensé en ce sens. Mais nous avons en effet une demande importante, notamment des étudiants en médecine. La formation vient alors en complément de leurs études, puisque l'approche est très différente. Elle est d'ailleurs appréciée des professionnels de santé qui peuvent ainsi apprendre à sortir de leur posture professionnelle.

TABLE RONDE

SANTÉ SEXUELLE

« Avez-vous identifié dans le monde des initiatives intéressantes en matière d'accès la contraception ? »

Luc Besançon. Il est en effet possible pour les pharmaciens, dans certains pays, d'instaurer une contraception, s'il y a par exemple déjà eu une prescription précédente équivalente. Au sein de NèreS, nous pensons aussi que la dispensation d'une contraception d'urgence à l'officine est un moment opportun pour aborder les risques d'infection sexuellement transmissible. Un moyen d'y parvenir serait par exemple d'autoriser la dispensation d'une prophylaxie post-exposition au VIH. On le voit d'ailleurs dans certains États américains, où la PrEP est aussi accessible sans ordonnance en pharmacie.

Aline Delinchant. Les infirmières de l'Éducation nationale jouent aussi un rôle clé, puisqu'elles peuvent délivrer la contraception d'urgence, avec d'ailleurs une demande assez importante. En revanche, le renouvellement de la contraception orale, qui est aussi l'une de leurs missions, est assez peu demandé.

« Quelle est la place de l'approche par les pairs en matière d'éducation à la santé sexuelle ? »

Jean-Baptiste Lusignan. Nous avons en effet mobilisé des jeunes dans différentes actions et projets. Leur proximité de langage et de connaissance devrait favoriser l'échange. Mais sur le terrain, on se rend compte que ce n'est pas si évident et ceux qui se mobilisent sont finalement un peu guidés par ce qu'ils ont entendu de leur prof. En revanche, le service sanitaire est intéressant, avec une action plus durable. Des étudiants de l'Université Gustave Eiffel ont par exemple créé un compte sur Instagram qui est devenu très actif avec de nombreux followers.

SANTÉ MENTALE

« Pourquoi l'école n'a-t-elle pas une plus grande place au sein de la feuille de route santé mentale et psychiatrie du gouvernement ? »

Frank Bellivier. Les médecins, psychologues et infirmières scolaires dépendent du ministère de l'Éducation nationale et celui de la Santé n'a finalement aucun rôle dans leur mission. Bien sûr, des coopérations existent. Le ministère de la Santé a également mis en place des outils à la disposition de l'Éducation nationale qui peut s'en saisir ou non… Concernant la psychiatrie en particulier, les coopérations sont très variables d'un domaine à l'autre. Mais on espère que certaines initiatives, comme la formation de 90.000 secouristes en santé mentale, permettront de les développer.

TABLE RONDE 3 SANTÉ MENTALE

SANTÉ MENTALE DES JEUNES : COMMENT PASSER À L'ACTION ?

La santé mentale des jeunes s'est nettement dégradée ces dernières années. Parmi ceux de 17 ans, 9,5 % étaient concernés par des symptômes anxio-dépressifs sévères en 2022 contre 4,5 % en 2017 et 18 % ont eu des pensées suicidaires dans l'année contre 11 % en 2017, selon les chiffres de Santé publique France. « La tranche d'âge des 11-17 ans, marquée par l'entrée dans l'adolescence, est une période d'extrême vulnérabilité du fait des grands chambardements physiologiques, cérébraux et sociaux », explique Johanna Couvreur, responsable de projets santé à l'Institut Montaigne. « La pandémie a ajouté une crise dans la crise en raison des confinements successifs, de l'arrêt des activités de loisirs et, dans un nombre non négligeable de cas, des violences intrafamiliales. »

Johanna COUVREUR, *responsable de projets santé à l'Institut Montaigne*

On observe une augmentation des passages aux urgences pour gestes suicidaires, tout comme des consultations pour troubles anxieux. En même temps, le nombre de pédopsychiatres a diminué de plus d'un tiers entre 2010 et 2022, pour tomber à près de 2.040 spécialistes selon la Cour des comptes. Une situation qui devrait encore s'aggraver dans les prochaines années, alors qu'une grande partie des soins sont aujourd'hui dispensés par des pédopsychiatres en situation de cumul emploi-retraite… « Cette situation nous alerte et la multiplication des rapports, des interpellations et des tribunes sur les carences en matière d'accueil, de dépistage et de prise en charge des jeunes en difficulté doit inciter à passer à l'action désormais. »

> « La tranche d'âge des 11-17 ans, marquée par l'entrée dans l'adolescence, est une période d'extrême vulnérabilité »

Lors de cette deuxième table ronde du colloque de Coopération Santé sur la santé des jeunes, le Pr Frank Bellivier, délégué ministériel, a abordé les progrès de la feuille de route santé mentale et psychiatrie du gouvernement ; Valérie Gimonet, directrice de la Maison des adolescents Robert Debré, a insisté sur l'importance de ces dispositifs d'accueil généralistes et pluriprofessionnels proposant une prise en charge à la fois médicale, psychologique, sociale, éducative, voire judiciaire ; Mickaël Bardonnet, formateur à l'INFIPP, a partagé les évolutions du programme « Premiers Secours en Santé Mentale » à destination des jeunes ; enfin, le Dr Thomas Cantaloup, directeur médical chez stane, a passé en revue les innovations dans le monde qui pourraient inspirer la France.

NP-FR-HVU-ADVT-190001-V3 - Octobre 2023 - © 2023 ViiV Healthcare SAS ou ses concédants. Tous droits réservés.

ViiV Healthcare

ViiV HEALTHCARE SAS
23, rue François Jacob, 92500 Rueil-Malmaison - Tél.: 01 39 17 69 00
SAS au capital de 1 640 000€ - 413 900 382 RCS Nanterre
Information médicale - Tél.: 01 39 17 69 69 - email : infomed@viivhealthcare.com

TABLE RONDE 3

LES MDA, UNE BULLE POUR LES JEUNES

Présentes dans la plupart des départements, les Maisons des Adolescents sont des lieux d'accueil, d'écoute et d'accompagnement, gratuit et non soumis à l'autorisation parentale pour les 11-25 ans. Elles répondent à toutes leurs préoccupations (médicale, sexuelle, psychique, scolaire, juridique, sociale, etc.) avec la possibilité d'une prise en charge pluridisciplinaire généralement de courte durée. « Les jeunes trouvent dans les MDA des endroits non stigmatisants, où ils peuvent venir seuls ou accompagnés, avec ou sans rendez-vous », précise Valérie Gimonet, directrice de la MDA Robert Debré et déléguée régionale pour les Maisons des adolescents d'Île-de-France.

Valérie GIMONET, *directrice de la MDA Robert Debré et déléguée régionale pour les Maisons des adolescents d'Île-de-France*

Cet accueil est organisé de différentes façons, selon les ressources et l'organisation de chaque territoire. « Chez nous, les jeunes sont toujours reçus seuls dans un premier temps par un binôme de professionnels de métiers différents. Il peut s'agir d'un éducateur, d'un psychologue, ou d'une infirmière. C'est un moment important visant à instaurer une relation de confiance et de respect avant d'engager une éventuelle prise en charge. » Problème de santé, troubles du sommeil, relations amicales et amoureuses, difficultés scolaires… tous les sujets peuvent être abordés. « La plupart de ces rencontres se concluent par une proposition d'un nouveau rendez-vous à courte échéance. De notre côté, nous allons réfléchir en équipe pluridisciplinaire à ce qui peut être proposé en fonction des difficultés repérées. C'est à chaque fois du sur-mesure, avec la possibilité de proposer un suivi, une prise en charge médicale ou une participation à un groupe thérapeutique. »

SANTÉ MENTALE

Si les problématiques sont nombreuses et rarement précises au premier rendez-vous, la santé mentale occupe une place importante. Ainsi, sur 700 adolescents accueillis chaque année à la MDA Robert Debré, environ 20 % sont orientés, dont les trois quarts vers des soins psy. « Les symptômes anxieux et dépressifs sont nombreux. Il nous arrive aussi d'accueillir des jeunes avec des idées suicidaires envahissantes, ce qui n'est pas facile à gérer, en particulier lorsqu'ils viennent seuls le soir et qu'une hospitalisation est impossible sans autorisation parentale. »

Paradoxalement, de nombreux jeunes ont trouvé dans les confinements un refuge face à la pression scolaire. À la fin de la pandémie, leur anxiété a rebondi, créant de nouveaux besoins. Les violences intrafamiliales ont également bondi depuis 2019. Du côté des évolutions plus positives, Valérie Gimonet note un travail plus approfondi entre professionnels de santé, malgré les difficultés de la pédopsychiatrie. « Nous sommes mieux organisés. Le dialogue se construit et les missions d'accompagnement s'élargissent. La société a vraiment pris conscience de la vulnérabilité des adolescents et de l'urgence de les accompagner. »

TABLE RONDE 3

UNE FEUILLE DE ROUTE DE LA SANTÉ MENTALE ATTENTIVE AUX JEUNES

Présentée le 28 juin 2018, la Feuille de route de la santé mentale et de la psychiatrie est déclinée selon trois axes : promouvoir le bien être mental, prévenir et repérer précocement la souffrance psychique ; garantir des parcours de soins coordonnés ; et améliorer les conditions de vie et d'inclusion des personnes en situation de handicap psychique. Autant d'objectifs qui prennent une résonance particulière auprès des jeunes. « La précocité du repérage et de l'intervention, notamment grâce aux Maisons des adolescents (MdA), est un déterminant de la trajectoire de la prise en charge. Sinon, certains jeunes risquent de pâtir de huit à dix ans de retard diagnostic », explique le Pr Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie, en charge de la feuille de route. Quelque 10 millions d'euros supplémentaires seront accordés aux MdA sur la période 2023/2025 avec aussi l'ambition de soutenir les équipes mobiles.

En rappelant que l'Etat n'a pas attendu la pandémie pour faire face au retard de l'offre en santé mentale, Frank Bellivier concède toutefois « un rythme de l'action qui n'arrive pas à rattraper des besoins qui montent ».

Pr Frank BELLIVIER, *psychiatre, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie*

« Le rythme de l'action n'arrive pas à rattraper des besoins qui montent »

DE NOUVELLES MESURES

Parmi les autres priorités de la santé mentale des jeunes figure notamment le programme de lutte contre le harcèlement à l'école (pHARe), lancé en 2021 et étendu aux lycées depuis la rentrée 2023. « Un autre dispositif important est 'Mon soutien psy', qui permet aux enfants dès 3 ans de bénéficier de séances d'accompagnement par un psychologue, remboursées par l'Assurance-maladie. Après deux ans d'existence, le bilan est positif, avec plus de 200.000 patients, dont 20 % de mineurs, qui ont bénéficié de plus de 110.000 consultations. » Le dispositif a en outre permis de renforcer la coopération entre psychologues et médecins généralistes.

Autre priorité fixée dans la feuille de route du gouvernement : la lutte contre la crise suicidaire. « Nous avons en France deux dispositifs clés : le premier est le numéro unique de prévention du suicide 3114, qui couvre l'ensemble du territoire. Les répondants sont des spécialistes formés à la gestion par téléphone de la crise suicidaire 24h/24, 365 jours par an, avec des capacités d'intervention. Le second est le dispositif de recontact VigilanS, qui permet de maintenir le contact – par téléphone, mail ou SMS – avec les personnes qui ont fait une tentative de suicide, afin de prévenir tout nouveau risque. Le principe est simple, mais efficace : maintenir le contact permet à un an de réduire de 38 % la réitération suicidaire. »

TABLE RONDE 3

DES SECOURISTES EN SANTÉ MENTALE

Faire tomber la stigmatisation et les discriminations en santé mentale nécessite autant de sensibiliser le grand public que de le former aux premiers secours qu'il peut apporter. C'est le travail de Mickaël Bardonnet, formateur du programme « Premiers secours en santé mentale » à l'INFIPP. « Le principe est simple : adapter le secourisme au volet psychique, donc former à venir en aide à une personne qui développe un problème de santé mentale dans le cadre d'une intervention précoce, ou venir en aide à une personne qui connaît une crise liée à un problème de santé mentale. »

Repérer les premiers signes d'une souffrance, appréhender les différents types de crises, développer des compétences relationnelles, faire face aux comportements agressifs… La formation, complète, s'inspire des travaux de Betty Kitchener, éducatrice australienne et cofondatrice du programme MHFA (Mental Health First Aid). Elle-même touchée par des épisodes dépressifs et suicidaires, elle a témoigné, une fois rétablie, de sa solitude face à la maladie, regrettant alors de ne pas avoir trouvé des personnes pour l'orienter et l'accompagner sans jugement.

10.000 SECOURISTES EN SANTÉ MENTALE « JEUNES »

En France, quelque 93.000 personnes ont déjà été formées depuis avril 2019, avec le soutien de la Direction générale de la santé et de Santé publique France. « Et pourtant à son lancement, notre crainte était que la formation ne trouve pas de public », se souvient Mickaël Bardonnet.

Mickaël BARDONNET, *formateur à l'INFIPP, programme « Premiers Secours en Santé Mentale » et chercheur*

En 2021, l'association PSSM France a lancé un nouveau programme dédié cette fois à la santé mentale des jeunes. « Il ne s'adresse toutefois pas aux jeunes eux-mêmes, mais aux adultes, en particulier ceux qui travaillent auprès d'eux, notamment dans les services de protection judiciaire de la jeunesse, les collectivités ou les universités. Il s'agit de les inciter à parler de la dépression et repérer certains signes, notamment les troubles des conduites alimentaires ou les automutilations. » Près de 10.000 secouristes en santé mentale jeunes ont ainsi été formés.

L'association PSSM France prépare en outre un programme « Ado », qui vise cette fois à former les adolescents eux-mêmes, dans une optique d'entraide entre pairs et de déstigmatisation de la maladie pour encourager la parole. Ce programme permet de changer le regard sur la santé mentale en la resituant dans le champ de la santé globale et en la sortant du registre de la morale où elle est trop souvent cantonnée.

> « Le principe est simple : adapter le secourisme au volet psychique »

Depuis 125 ans, acteur unique des technologies médicales, BD conçoit, fabrique et commercialise des dispositifs médicaux pour répondre aux enjeux sanitaires d'aujourd'hui et de demain.

Dans un environnement en pleine mutation, évolutions technologiques, culturelles et économiques se mêlent à de nouveaux enjeux sanitaires pour redéfinir les systèmes de santé. BD est un acteur unique des technologies médicales par sa présence auprès de tous les professionnels du soin.
Nous accompagnons le quotidien des chercheurs, des soignants et des patients tout au long du parcours de soins, nous aidons à faire face aux défis d'aujourd'hui et à préparer l'avenir.

BD s'engage pour la santé de demain.

bd.com/fr

BD et le logo BD, sont des marques déposées de Becton, Dickinson and Company ou de ses filiales. ©2024 BD. Tous droits réservés. Becton Dickinson France, au capital de 64 719 915€ / RCS Grenoble B 056 501 711 / SIRET 056 501711 00115.

TABLE RONDE 3

LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES, UN DÉFI MONDIAL

Partout à travers le monde, la pandémie a exacerbé les problèmes de santé mentale, en particulier chez les jeunes. « De nombreuses initiatives ont été mises en place pour y faire face », constate le Dr Thomas Cantaloup, psychiatre, directeur médical chez stane, qui les surveille chaque semaine dans sa newsletter Mental Weekly. « Il s'agit notamment de plateformes de types réseaux sociaux qui détectent les jeunes en souffrance et font remonter l'information aux parents ou aux équipes scolaires. De nombreuses initiatives sont en outre basées sur la pair-aidance, que ce soit en ligne, avec des réseaux d'entraide de jeunes à jeunes, ou dans des groupes de soutien locaux. On peut également citer des festivals comme Facettes, qui permet de fédérer des acteurs associatifs autour de cette cause. »

Dr Thomas CANTALOUP,
psychiatre, directeur médical chez stane

Dans sa veille, Thomas Cantaloup cite également des chat-bot empathiques pour dispenser des conseils en santé mentale ; un logiciel de prévention suicide sur les ordinateurs des écoliers américains ; ou encore des études comme celle de chercheurs britanniques qui montrent que la localisation des services de santé mentale dans des espaces communautaires (bibliothèques, lieux de culte, centres communautaires, etc.) améliore l'accès aux soins pour les personnes ayant des besoins psychosociaux complexes.

> « Certains jeunes aujourd'hui sont de véritables accidentés du numérique »

RÉSOUDRE L'ÉPIDÉMIE DE SOLITUDE

À travers le monde, une « épidémie de solitude » touche également les jeunes. Reconnue en France comme un problème de santé publique, elle est surtout sous les projecteurs aux États-Unis, où plusieurs études ont mis en avant ses conséquences désastreuses sur la santé mentale et d'autres maladies : problèmes cardiovasculaires, cancer, AVC, hypertension, etc. « C'est un problème bien réel, lié notamment au changement de notre façon de communiquer. Certains jeunes aujourd'hui sont de véritables accidentés du numérique, en particulier ceux dont l'adolescence a été touchée de plein fouet par la pandémie », constate Thomas Cantaloup.

« Pour y faire face, deux solutions s'imposent. D'abord une nécessaire co-construction du numérique du futur, notamment de l'intelligence artificielle qui doit être contenue. Ensuite, il faut sortir du tout digital, travailler la notion de discernement et les compétences psychosociales pour aider les jeunes à s'appuyer sur le numérique sans le subir. »

CONCLUSION

LES JEUNES SOIGNANTS AUSSI ATTENDENT DES RÉPONSES

Si la santé des jeunes n'a jamais été autant abordée dans la société, « les actions ne suivent que trop lentement », déplore Lysa Da Silva, présidente de l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France (Anepf). Sur la santé mentale par exemple, 21 % des 11-24 ans souffrent de dépression, soit deux fois plus qu'en 2017. « Mais ce n'est qu'en 2024 que le Sénat a voté une résolution invitant le gouvernement à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale. » Sur la santé sexuelle, « nous savons que les infections HPV s'installent surtout durant les cinq années qui suivent le premier rapport, mais ce n'est qu'à la rentrée 2023 qu'ont été lancées des campagnes de vaccination auprès des jeunes ».

Lysa DA SILVA, *présidente de l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France (Anepf)*

Pour la jeune pharmacienne, si la France a encore beaucoup à apprendre de ses voisins en matière de prévention, elle dispose de toutes les capacités nécessaires pour accélérer, dont l'ambition du président Emmanuel Macron – qui a appelé fin 2023 à « aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort » –, et celle des jeunes soignants, alertes sur la situation, mais qui attendent eux aussi des réponses à leur situation.

DES JEUNES SOIGNANTS MALTRAITÉS

« Comment les jeunes peuvent-ils devenir soignant quand leur formation est elle-même une source de souffrance ? », s'interroge Lysa Da Silva, en rappelant des chiffres inquiétants : 80 % des étudiants sages-femmes se sentent plus stressés depuis qu'elles sont en formation ; 62 % des étudiants en soins infirmiers déclarent une santé mentale dégradée depuis leur entrée en formation ; et 76,24 % des étudiants en pharmacie déclarent « souffrir d'un mal-être dû à leur cursus ». « Rappelons-nous surtout que derrière ces chiffres se cachent des personnes, des vies impactées et un système de santé qui se fragilise. Nous l'avons vu tout au long de ce colloque, la santé des jeunes ne peut se résumer à une définition de l'OMS. Nous n'avons plus besoin de paroles, mais d'actions et de solutions innovantes pour la mettre au cœur de nos préoccupations et assurer à chaque jeune un avenir où il se sentira écouté, compris et surtout soutenu. »

« Comment les jeunes peuvent-ils devenir soignant quand leur formation est elle-même une source de souffrance ? »

COOPÉRATION SANTÉ
Promouvoir le dialogue entre acteurs de la santé

NOUS REMERCIONS LES PARTENAIRES DU COLLOQUE

afa Crohn · RCH · France

CeGIDD DÉPARTEMENT BOUCHES-DU-RHÔNE

ANEPF

DÉPARTEMENT BOUCHES-DU-RHÔNE

AIDE AUX JEUNES DIABÉTIQUES

îledeFrance prévention | santé | sida

Pharmaceutiques
POLITIQUE, ÉCONOMIE, INNOVATION EN SANTÉ

LDA13 laboratoire départemental d'analyses

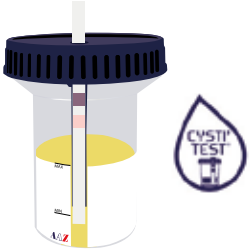
USPO

AAZ

Le partenaire dépistage du pharmacien

PME française, domiciliée en France, **EXPERTE DEPUIS 30 ANS** dans la conception et la production de **tests, autotests et TROD.**

1er test TRIPLEX respiratoire spécialement conçu pour les enfants



1er kit hygiénique pour le dépistage de la cystite en pharmacie

1er TROD des infections à Strep. A conçu pour le pharmacien

Innovations récompensées par des prix prestigieux :

Prix Galien — Prix Galien International — 50 Prix Galien Golden Jubilee

AAZ *C'est aussi :*

Lauréat du Trophée de l'entreprise inclusive 2022

UN ENGAGEMENT DANS L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE NATIONALE DEPUIS PRÈS DE 10 ANS

avec sa filière régionale d'ESAT* et d'EA** mobilisant jusqu'à 400 travailleurs en situation de handicap spécialisés dans la production de ses tests.

* ESAT : Établissements et Services d'Aide par le Travail - ** EA : Entreprises Adaptées

FOURNISSEUR DE L'ÉTAT FRANÇAIS

AAZ

le partenaire dépistage du pharmacien français (15 000 officines livrées depuis 2021)

contact@aazlab.fr - 01 46 00 40 40 - www.aazlab.fr

Coopération Santé

Promouvoir le dialogue entre acteurs de la santé

Un espace
de partage, ouvert
à tous les acteurs.

Rejoignez-nous sur
Linkedin

Réfléchir et agir ensemble au service de notre système de santé

www.cooperationsante.fr
cooperation-sante
annedeboismenu@cooperationsante.fr
cooperationsante.sgt@gmail.com

Document réalisé par la rédaction de *Pharmaceutiques*. Photos : © Antoine Noiran. Maquette : Trait de marque Paris